

pour des raisons d'ordre budgétaire, il faut avoir recours à cette procédure plutôt que de solliciter la reproduction *in extenso* de certaines déclarations.

16. Le Président annonce que, conformément à la recommandation énoncée à l'annexe V du règlement intérieur de l'Assemblée générale, il se propose de clore la liste des orateurs inscrits pour chaque point de l'ordre du jour au plus tard après qu'un tiers des séances prévues pour l'examen de cette question aura été tenu. Il prie instamment les membres de la Commission de déposer les projets de résolution le plus tôt possible, de façon à ce que les délégations puissent en tenir compte dans leurs interventions. Avec les autres membres du Bureau, il suivra avec attention le déroulement des travaux et consultera la Commission sur les mesures à prendre pour résoudre les difficultés éventuelles.

17. Les cinq points de l'ordre du jour renvoyés à la Commission par l'Assemblée générale sont ceux que la Commission a examinés les années précédentes et sont

énumérés dans la lettre datée du 19 septembre 1975, adressée au Président de la Commission par le Président de l'Assemblée générale (A/SPC/173). Mais l'Assemblée s'est réservé la faculté de décider ultérieurement de transférer à la Commission une ou deux questions supplémentaires. Pour déterminer l'ordre dans lequel seront examinés les cinq points de l'ordre du jour, le Président prendra contact avec les divers groupes régionaux pour connaître leurs souhaits à cet égard, et il présentera des propositions à ce sujet suivant la pratique suivie lors des sessions précédentes.

18. Pour conclure, le Président appelle l'attention des membres de la Commission sur les deux demandes formulées dans la lettre qui lui a été adressée par le Président par intérim du Comité spécial contre l'*apartheid* (A/SPC/174) et qui ont trait à deux aspects de la question de la politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain, question que la Commission doit examiner à la présente session (point 53 de l'ordre du jour).

La séance est levée à 11 h 50.

950^e séance

Mercredi 1^{er} octobre 1975, à 15 h 15.

Président : M. Roberto MARTINEZ ORDOÑEZ (Honduras).

A/SPC/SR.950

Organisation des travaux de la Commission (A/SPC/173 à 175, A/SPC/L.323)

1. Le PRÉSIDENT dit qu'il a ébauché un programme de travail provisoire (A/SPC/L.323) fixant l'ordre dans lequel les points de l'ordre du jour renvoyés à la Commission — qui figurent dans une lettre adressée au Président de la Commission par le Président de l'Assemblée générale (A/SPC/173) — pourraient être examinés et le nombre de séances qui pourraient être consacrées à chaque point. Ces propositions se fondent sur les pratiques suivies dans le passé par la Commission politique spéciale et tiennent compte de la disponibilité de la documentation sur chacun des points de l'ordre du jour. Le Président annonce, à cet égard, que le rapport du Comité spécial contre l'*apartheid*, qui a trait au point 53 de l'ordre du jour, sera à la disposition de la Commission le 6 octobre et que le rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés (point 52) sera disponible au milieu de ce mois. Le rapport du Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (point 54) pourrait être distribué vers le 20 octobre. Le rapport spécial du Groupe de travail chargé d'étudier le financement de cet organisme (A/10268) a déjà été distribué; le rapport ordinaire le sera plus tard. Le rapport du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants a déjà été distribué (A/10267), mais, par contre, le rapport du Comité spécial des opérations de maintien de la paix, qui sera examiné lors des débats sur le point 51, n'a pas encore été établi.

2. En ce qui concerne le point 125 de l'ordre du jour, la question de Chypre, l'Assemblée générale, au cours de sa 2367^e séance plénière, est arrivée à un consensus : lorsqu'elle étudiera ce point, elle invitera la Commission politique spéciale à se réunir pour donner aux représentants des deux communautés chypriotes l'occasion de prendre la parole devant la Commission. L'Assemblée générale reprendra ensuite l'examen du point de l'ordre du jour, compte tenu du rapport de la Commission. La décision de l'Assemblée a été communiquée au Président de la Commission par une lettre du Président de l'Assemblée générale datée du 30 septembre 1975 (A/SPC/175). En conséquence, une fois transmise l'invitation de l'Assemblée générale, la Commission devra fixer la date à laquelle elle se réunira à l'effet d'entendre lesdits représentants.

3. M. MAHMASSANI (Liban), après avoir félicité le Président et les autres membres du Bureau de leur élection, signale que la documentation sur le point 51 de l'ordre du jour, qui figure au troisième rang dans le programme de travail provisoire (A/SPC/L.323), n'a pas encore été établie, si bien qu'il serait peut-être opportun de changer l'ordre dans lequel les points doivent être examinés et d'étudier le point 54, relatif à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, avant le point 51, intitulé "Etude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects". Par ailleurs, la répartition des points en sera améliorée puisque ainsi la Commission n'examinera pas consécutivement les deux points concernant la Palestine.

4. Le **PRESIDENT** dit qu'en l'absence d'objection il considérera que la Commission adopte le programme de travail qu'il a proposé, compte tenu de la modification apportée par le représentant du Liban¹.

Il en est ainsi décidé.

5. **M. VALDERRAMA** (Philippines) félicite les membres du Bureau de leur élection et, en sa qualité de Rapporteur du Comité spécial contre l'*apartheid*, il se déclare satisfait de la priorité accordée par la Commission au point 53 de l'ordre du jour, qui a trait à la politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain. De l'avis du Rapporteur, cette question est la plus importante que la Commission ait à examiner.

6. **M. Valderrama** rappelle que le Comité spécial, à sa 307^e séance, le 3 septembre 1975, a recommandé à la Commission de consacrer les séances du vendredi 10 octobre 1975 à la célébration de la Journée de solidarité avec les prisonniers politiques d'Afrique du Sud et d'inviter les représentants des deux mouvements de libération de l'Afrique du Sud, le Congrès national africain d'Afrique du Sud et le Congrès panafricaniste d'Afrique du Sud, à assister aux séances qui auront lieu ce jour-là et à participer au débat sur la politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain. En 1973, il y a eu sur ce sujet un grand nombre d'orateurs, aussi la Commission devrait-elle tenir deux séances ce jour-là. **M. Valderrama** propose en outre que la Commission informe les organisations non gouvernementales intéressées

¹ Le programme de travail, tel qu'il fut modifié, a été distribué ultérieurement sous la cote A/SPC/176.

de la célébration de la Journée de solidarité et leur offre la possibilité de faire de brèves déclarations.

7. L'orateur rappelle aussi, à propos du débat sur la question de l'*apartheid*, qu'il est d'usage de demander au Groupe de l'*apartheid* du Secrétariat d'exposer, dans la salle de réunions de la Commission, toutes les publications pertinentes, qu'elles soient éditées par le Service de l'information, par les institutions spécialisées, par les mouvements de libération et autres. Il propose donc que l'on demande au Groupe de l'*apartheid* de faire de même cette année et de prendre les dispositions nécessaires pour qu'à l'avenir, il en aille ainsi à chaque session où la question de l'*apartheid* sera examinée. De la sorte, il ne sera pas nécessaire de prendre, chaque année, une nouvelle décision dans ce but.

8. Le **PRESIDENT** se réfère à la lettre du 17 septembre 1975 (A/SPC/174) par laquelle le Président par intérim du Comité spécial contre l'*apartheid* lui a fait savoir tout l'intérêt que ce Comité porte à la Journée de solidarité avec les prisonniers politiques d'Afrique du Sud. En l'absence d'objection, le Président considérera que la Commission décide de consacrer deux séances, le 10 octobre, à la célébration de la Journée de solidarité, d'inviter les mouvements de libération reconnus par l'OUA à y participer et leurs représentants à prendre part aux débats sur la politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain. Le Président considérera aussi que la Commission accepte les autres propositions du représentant des Philippines.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 15 h 35.

951^e séance

Mercredi 8 octobre 1975, à 10 h 50.

Président : **M. Roberto MARTINEZ ORDOÑEZ** (Honduras).

A/SPC/SR.951

Organisation des travaux de la Commission

1. Le **PRESIDENT** propose, à la demande du Président du groupe des Etats d'Amérique latine, de suspendre la séance jusqu'à 15 heures afin de permettre aux membres de la Commission d'entendre l'allocution que doit prononcer le Président de la République de Bolivie devant l'Assemblée générale.

Il en est ainsi décidé.

La séance est suspendue à 10 h 55; elle est reprise à 15 h 30.

POINT 53 DE L'ORDRE DU JOUR

Politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain (A/10050-S/11638, A/10052-S/11641, A/10103-S/11708, A/SPC/174) :

- a) Rapport du Comité spécial contre l'*apartheid* (A/10022);
- b) Rapport du Secrétaire général (A/10281)

DISCUSSION GENERALE

2. **M. VALDERRAMA** (Philippines), parlant en qualité de Rapporteur du Comité spécial contre l'*apartheid*, dit qu'il a eu l'honneur de présenter le rapport annuel de ce comité (A/10022), qui a été adopté à l'unanimité le 24 septembre 1975. Ce rapport retrace dans leurs grandes lignes les activités du Comité spécial au cours de l'année écoulée et contient un certain nombre de conclusions et de recommandations sur les voies et moyens d'intensifier les mesures internationales concertées contre l'*apartheid*. Il contient en annexe un aperçu des principaux faits nouveaux survenus en Afrique du Sud depuis le rapport précédent¹. Cette année, l'action internationale menée contre l'*apartheid* pour isoler le régime sud-africain et soutenir les mouvements de libération et le peuple opprimé d'Afrique du Sud a progressé en même temps que la décolonisation gagnait du terrain en Afrique australe et que s'intensifiait l'opposition internationale à l'*apartheid*. Le fait que la délégation

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-neuvième session, Supplément no 22.